

Tenons-nous en garde; nos ennemis font circuler des pamphlets et des papiers remplis d'erreurs, de mensonges et de calomnies contre nos anciens Membres. Ce sont des pièges qu'ils nous tendent. Pourquoi crient-ils si fort contre les hommes qui sont les plus instruits, les plus respectables? Contre les Viger, les Quesnel, les Papineau, les Cuvillier, les Heney, les Leslie, les Berthelot, les Neilson et plusieurs autres? Pourquoi veulent-ils les faire passer pour des ambitieux, pour des rebelles, pour des révolutionnaires, pour des traîtres à leur gouvernement? Oh! Canadiens, ne soyons pas surpris en examinant leur but dans tout cela... Ils cherchent à nous ôter la confiance que nous avons dans nos hommes de talens et qui font honneur à notre pays. Ils cherchent à les rendre méprisables à nos yeux, à les perdre dans notre opinion; et ils veulent que nous les chassions de la Chambre, parce que ces hommes justes s'opposent aux injustices qu'on veut nous faire; parce qu'ils découvrent toutes les trâmes des Bureaucrates contre nous; parce qu'ils ont déjoué l'infâme projet d'union et bien d'autres; parce qu'ils s'opposent avec force au pillage que Messieurs les gens en place veulent faire de nos deniers; parce qu'ils ont trouvé que déjà la main crochue d'un Receveur-Général avait tiré pour lui seul, cent mille louis de la bourse qui lui était confiée, (et soyez surs que ces découvertes ne font pas grand plaisir à ceux qui en sont l'objet;) enfin parce que ces mêmes Représentans ne veulent pas que cent vingt-mille piastres par an, de l'argent du peuple, soient distribuées à discrétion par le Gouverneur Dalhousie à des favoris, à des mignons, à des créatures, qui ont vendu leur opinion et leur honneur, parmi lesquels sont de certains imprimeurs officiels qui sont payés à même l'argent des Canadiens, pour dire des injures de ces mêmes Canadiens, pour les traiter d'une bande d'ignorans, de vile populace et pour insulter nos honnêtes et laborieux artisans par le titre d'ouvriers crasseux, indignes de jouir de la liberté constitutionnelle qui nous est garantie par notre bon Roi. Voilà ce que nos Représentans ne veulent pas; et nous serions bien fous de le vouloir nous-mêmes. Mais au lieu de cela, ils veulent ce que la loi veut absolument; ils veulent que ces cent vingt mille piastres par an soient employées, avec une sage économie, et d'après un acte de la législature entière, à payer des services réels, les justes dépenses du gouvernement et de l'administration de la justice. C'est là leur destination. Il n'est pas étonnant que les flatteurs et les adorateurs du pouvoir qui profitent des prodigalités de l'administration n'aiment pas cette sage économie, et haïssent les Membres qui veulent la faire observer. Si une bande de voleurs voulait piller l'ar-